

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

24/07/2014

Le Sahara occidental vu de l'intérieur

le mer, 23/07/2014 - 21:04

Le chômage est particulièrement élevé chez les jeunes (28%), les femmes (35%), et les diplômés de l'enseignement supérieur (41%). En 2011, la part des jeunes de 15-24 ans représentait 8,4% du total des effectifs occupés dans la région contre 17,3% à l'échelle nationale, alors que les actifs de plus de 35 ans représentaient 60,8% des actifs, contre 54,5% au niveau national. Ce qui prouve bien que ce sont les jeunes et les femmes qui sont touchés de plein fouet par la question de l'emploi et des débouchés professionnels.. En effet, les femmes sont particulièrement affectées par les difficultés d'accès à l'emploi, même celles qui détiennent un diplôme. La baisse du taux de féminisation de la population active est plus forte au Sahara occidental qu'au niveau national. Le chômage féminin s'est accru, passant de 26,7% en 2007 (9,8% à l'échelle nationale) à 35,1% en 2011 (10,2% à l'échelle nationale). Ces niveaux de chômage s'expliquent par la faiblesse de la structure économique des provinces du Sud ainsi que par la faible employabilité des jeunes en raison de l'absence d'une politique d'orientation vers des filières adaptées aux besoins du marché local du travail.

Le système d'aide et de subventions allouées aux plus démunis et aux jeunes sans travail a créé ce que nombre de militants associatifs Sahraouis appellent "des positions de rente", une façon selon eux d'acheter la paix sociale qu'ils considèrent comme contraire à l'édification d'une collectivité citoyenne. "Les jeunes veulent du travail et pas l'aumône" disent-ils. L'économie de ces provinces se trouve de fait marquée par la prédominance de l'esprit de rente et par une faible activité marchande.

Si le développement infrastructurel du Sahara occidental a jusqu'ici été capital pour doter le territoire de ses bases économiques, il a aussi été un instrument politique au service de la cause nationale. Il semble qu'aujourd'hui les efforts de l'Etat doivent tendre à corriger les effets mitigés, sociaux et politiques, de ce développement, entendu dans sa seule dimension économique et entrepris par transferts du Nord au Sud sans productivité induite sur place. De l'avis même du Conseil Economique et Social, "le décollage économique des provinces du Sud n'a pas eu lieu". Des points faibles et des motifs de préoccupation persistent et soulignent les limites du modèle socio-économique appliqué aux provinces du Sud dont les effets suscitent un sentiment d'injustice et d'opacité au niveau de la gestion des affaires publiques chez les citoyens.

L'effort politique doit porter en premier lieu sur l'absence de renouvellement des élites et la persistance de mécanismes de cooptation claniques, tribaux, ou clientélistes (en particulier électoraux pour obtenir des privilèges), qui bloquent l'accès des plus jeunes aux positions locales de pouvoir. Au départ, en choisissant délibérément de nommer aux postes de responsabilités des notables locaux qui n'avaient pas forcément la confiance ou le respect des Sahraouis, l'Etat a perverti le système de gestion politique locale. Ces notables ont servi de rempart contre les risques de dissensions et de tiraillements avec Rabat. Du coup, les chefs traditionnels considérés légitimes par les populations locales, et qui auraient pu rendre crédible le système de gouvernement local nouvellement mis en place, ont été évincés

s. Certains ont même adhéré aux thèses du Polisario soit par ressentiment soit par dépit. Ce système nobiliaire s'est renforcé et a peu à peu formé un plafond de verre, l'un des obstacles majeurs à la démocratisation que la nouvelle ère constitutionnelle entamée en 2011 était censée réaliser. La perspective des premières élections régionales fixées au printemps 2015, demeure donc un enjeu majeur de l'alternance politique indispensable à l'apaisement social dans le territoire. Le second effort doit cibler la nature des dispositifs d'inclusion et de solidarité, afin de rompre avec les politiques sociales passives. Alors qu'un nombre important de personnes et de familles nécessiteuses ne perçoivent pas les aides sociales existantes, les 118 000 personnes qui en bénéficient regroupent majoritairement les inactifs vulnérables et les populations des camps Al Wahda. Ce qui a eu pour résultat de créer un sentiment de favoritisme et d'injustice. De plus, la politique sociale telle qu'elle est pratiquée se révèle problématique à un triple niveau: la dépense n'est ni optimisée ni contrôlée, elle ne recueille pas le soutien des citoyens car insuffisamment ciblée et enfin, elle ne favorise pas la prise d'initiative et l'autonomisation. Le déficit de confiance est un autre point d'achoppement du credo développementaliste. Les signes d'une crise de confiance sont multiples et questionnent aussi bien la capacité des acteurs sociaux à construire leur représentativité et leurs interventions sur des bases autonomes, que celle des pouvoirs publics à respecter cette autonomie et à en tenir compte. Comme le constate le rapport du CESE, "le déficit de confiance est dû à la perception, chez les administrés, du non-respect de l'autorité de la loi. La non application de la règle de droit conduit à de nombreux coûts cachés (déficit de confiance dans les institutions et entre les citoyens, corruption, conflits d'intérêts, non-participation à la vie publique, faiblesse de l'investissement, tensions et explosions de violence)... Plusieurs intervenants ont stigmatisé le « sentiment d'impunité des élites » comme un des facteurs préoccupants de désagrégation du tissu social et comme un des motifs de perte de confiance dans le fonctionnement des institutions". Si la question du Sahara occidental est pour le Maroc l'occasion de repenser le contrat social et l'identité nationale, il reste encore à réfléchir à un projet de société dans lequel le développement ne se résume pas à maintenir ce territoire sous perfusion financière, créant ainsi sur le long terme une dépendance insoutenable et un sentiment d'exceptionnalité mal accepté.

Une société en mutation travaillée par la question générationnelle

La question générationnelle est au cœur des transformations de la société sahraouie dont les revendications sociales actuelles se sont distancées du dilemme antérieur de fidélité Etat-Polisario. Pour les jeunes nés après les années 80, c'est l'absence de projet de société et de perspectives de mobilité sociale qui posent problème.

La question de l'identité ressort des situations concrètes vécues par les nouvelles générations. Avoir un oncle à Tindouf, un autre employé dans un ministère à Rabat, un troisième en prison, est un facteur d'écartèlement entre plusieurs identifications à des causes antinomiques. Le discours du Polisario a ainsi pu représenter une forme d'affirmation de soi alternative, ou par défaut, comme l'idéologie islamiste peut être une façon de s'opposer à l'Etat. Tirillés entre plusieurs identités, beaucoup de jeunes se sont emparés de la question des droits humains dans laquelle ils ont trouvé un moyen de surmonter ce dilemme d'identification, et de réélaborer la formulation de leurs revendications en la reliant à une cause universelle qui dépasse les enjeux strictement locaux.

Le système de valeurs a été perturbé par l'Etat lui-même à travers le système de la rente qui a contribué à reproduire et à alimenter les préjugés contre les Sahraouis de la part des gens du Nord : paresse, incapacité à se prendre en charge, indolence, etc. "Certains pensent que l'amélioration des conditions de vie des Sahraouis n'a eu aucun effet mécanique sur leur intégration sociale, aucun impact sur les structures sociales sahariennes qui restent autonomes, imperméables à tout changement exogène, rétives à toute interpénétration par des éléments 'allogènes' "

Paradoxalement pourtant, la rente, tout en renforçant ce préjugé de la part des gens du Nord, représente un moyen de pression des "assistés" qui expriment leur frustration légitime lors des mobilisations collectives pour l'accès à l'emploi, à l'éducation et contre la mainmise des élites locales. Considérer la société sahraouie comme figée dans le carcan de la tradition c'est ignorer les mutations qu'elle a subi et les nouvelles problématiques qui émergent au sein de sa jeunesse. L'identité collective sahraouie est en construction. Depuis 10 ans, le Sahara est secoué par des turbulences socio-économiques récurrentes, qu'il s'agisse des revendications pour l'obtention de licences de pêche, des emplois ou du logement, avec une référence explicite à une identité sahraouie enracinée territorialement, qui se distingue du registre séparatiste ou indépendantiste.

Aujourd'hui les mobilisations des jeunes Sahraouis peuvent être interprétées comme un indicateur d'intégration dans la mesure où elles se sont distancées du séparatisme qui fut à moment donné l'unique voie de contestation, pour interpeller directement l'Etat central et faire entendre leurs inquiétudes. Ce sont là l'expression d'une demande citoyenne et non pas d'une revendication purement politique. Elles illustrent un conflit générationnel entre les plus âgés qui ont trouvé normal de bénéficier passivement de subventions de longue durée, et les plus jeunes qui estiment qu'ils ont le droit d'accéder à un emploi, de vivre de leur travail et de se projeter dans l'avenir de manière active pour être des citoyens à part entière.

La question des droits de l'homme, enjeu central de l'avenir du Sahara occidental

Le processus de libéralisation entamé avec la Constitution de 2011 a été complété par la création du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) la même année, un organisme indépendant qui possède plusieurs bureaux au Sahara occidental. Il a été mis en place pour en finir avec l'instrumentalisation des droits de l'Homme aussi bien par le Polisario que par l'Etat.

Conçu comme une entité neutre et de proximité, il a eu d'énormes difficultés à s'imposer comme un interlocuteur légitime, car il dérangeait à la fois ceux qui s'étaient approprié l'exclusivité des droits de l'Homme et ceux qui ne voulaient pas en entendre parler.

La délicate mission du CNDH est de renforcer les capacités de la population locale en matière de droits humains, de jouer le rôle de médiateur entre la société civile et les forces de sécurité, et de rendre régulièrement compte aux Nations unies. Dès sa création et son installation dans plusieurs villes du Sahara occidental, le CNDH a pu rapporter officiellement les nombreuses violations des droits de l'homme, et constater une sensibilité exacerbée sur cette question, liées à la dimension internationale du conflit qui fragilise la paix sociale. Il met en place des programmes de formation aux droits de l'homme, cherchant à contrecarrer l'approche purement sécuritaire qui a prévalu jusqu'à récemment, ainsi que la sur-politisation de la vie quotidienne.

Ainsi, le protocole de programme conjoint du CNDH avec la police établi il y a deux ans, vise à faire la pédagogie des contraintes locales auprès des officiers et à combattre leurs préjugés envers la population sahraouie. "Un Sahraoui doit toujours prouver qu'il n'est pas pro-Polisario face aux policiers. Les gens perdent ainsi beaucoup de temps avec les injonctions identitaires, le manque de respect et les préjugés. Ici, le moindre incident prend une ampleur démesurée".

Au moment de notre enquête, des entretiens entre une délégation du CNDH et le préfet de police de Laayoune étaient en cours pour informer les autorités locales du rôle de la commission régionale du CNDH, renforcer leur collaboration, "et respecter (le) travail (de la commission) consistant à protéger les citoyens contre d'éventuels dépassements et toute violation de leurs droits". Cette rencontre s'est soldée par la création d'un outil permanent de communication entre la direction de la préfecture de police et celle de la commission régionale des droits de l'Homme « dont le rôle est la formation et la sensibilisation aux droits de l'Homme chez les éléments des forces de sécurité, et la rapidité de traitement des plaintes, à travers des contacts permanents permettant d'évaluer le résultat de la coopération et son impact sur les droits de l'Homme dans la région".

La prise en main des droits de l'homme par le Maroc au Sahara occidental a été motivée par sa volonté d'en ôter l'exclusivité aux séparatistes et d'empêcher le Front Polisario de confisquer cette cause. Le Maroc a compris que celle-ci ne devait pas rester l'apanage des indépendantistes ou de tout autre acteur extérieur (ONU, Etats-Unis, Algérie, etc), et qu'il lui fallait donc affronter cette question sans tarder. En témoigne la réaction virulente de Rabat à la proposition américaine d'avril 2013 d'élargir le mandat de la MINURSO aux droits de l'homme. Cette proposition pourtant vite retirée, met le Royaume sous pression, l'oblige à ne pas fléchir sur cette question, à rester vigilant sur les bavures des forces de sécurité, et à faire preuve d'exemplarité dans ce domaine au risque de miner la crédibilité de son plan de régionalisation avancée.

Sur le plan intérieur, la persistance d'un conflit de dimension régionale et internationale, a permis à la société civile de s'emparer de la question des droits de l'homme pour en faire une cause spécifique mais aussi nationale. Au lieu de demeurer un point de blocage, elle a été le moteur d'une prise de conscience qui a fait tache d'huile dans l'ensemble du Maroc. En cela, les répercussions internes du conflit du Sahara occidental peuvent être envisagées comme une aubaine dans la mesure où le conflit oblige à repenser les cadres sociaux anciens, la gestion trop souvent sécuritaire des revendications sociales, et à stimuler les avancées démocratiques nées d'une situation non-démocratique particulière et localisée. Le Sahara occidental est ainsi appelé à devenir un modèle si la régionalisation s'accomplit dans les règles.

L'émergence des droits de l'homme doit ainsi être replacée dans le contexte plus large de demande sociale liée aux nouvelles identités émergentes et aux aspirations de justice et de dignité. Le CNDH, dans la lignée de l'Instance Equité et réconciliation, cherche ainsi à forger chez les jeunes une confiance et un sentiment d'appartenance territoriale et sociale pour qu'ils ne se sentent pas étrangers chez eux. Compte tenu de l'enjeu national que représente la question du Sahara occidental, et si l'on en juge par le montant considérable des investissements passés et l'ambition des nouveaux plans programmés pour les années à venir, le Maroc s'achemine lentement mais sûrement vers son plan d'autonomie.

Pour Rabat, il s'agit d'une question intérieure et les efforts poursuivis depuis trois décennies ne laissent aucune place à une quelconque remise en question du futur statut de ce territoire. Même le retour des populations des camps de Tindouf a été anticipé et préparé pour permettre leur intégration dans l'environnement économique et social du Royaume. Une agence et un fonds dédié au soutien social et à l'intégration de ces populations seront prochainement mis en place.

Pour Driss El Yazami, président du CNDH, lors d'une session de formation destinée aux officiers de la sécurité nationale en mars 2014 à Laayoune, le respect des droits de l'Homme est une mission qui concerne à la fois la Justice, la Sûreté et les militants. beaucoup reste à faire.

Malgré les progrès accomplis depuis 2011, le travail que mène le CNDH pourrait s'avérer insuffisant si une réforme du secteur de sécurité n'est pas entreprise au niveau national afin que les droits humains ne demeurent pas, pour des raisons de politique internationale, une cause d'avenir uniquement défendue au Sahara occidental.

<http://sahara-question.com/fr/opinions/sahara-occidental-vu-lint%C3%A9rieur>

دعوة إلى مؤسسة الحسنانية بالعيون

باحثون دعوا إلى تقوية حضورها وتشجيع الاهتمام بثقافة الصحراء

٤٠٣٩٦

أما أشغال الجلسة الثانية فتم التركيز فيها على تنمية الإنسان من خلال الثقافة الحسنانية وبورها في إنعاش المسلسل التنموي بالمنطقة الصحراوية. وخلال أشغال الندوة طرحت مجموعة من الأسئلة من بينها هل للصحراء ثقافة، وما هو مجالها وخصائصها ودلالاتها، وأي علاقة لهذه الثقافة بالتنمية، وكيف يمكن جعل التنمية عنصرا أساسيا لارتقاء بثقافة الصحراء والتعريف بعناصرها ومكوناتها على نحو متدرج وفعال.

ويذكر أن اتحاد كتاب المغرب يرمي وراء تنظيم ندوة ثقافة الصحراء والتنمية، تحديات ورهانات استنباط توصيات تعتبر ثقافة الصحراء عصب عملية التنمية البشرية المستدامة بالأقاليم الصحراوية، وذلك من خلال مجموعة من المنطلقات من بينها اعتبار القوميات الرئيسية لثقافة الصحراء بنية تنموية أساسية لا محيد عنها والاستناد إلى الشمولية والتكامل لرصد واقع التنمية الثقافية في الصحراء.

ومن بين المنطلقات ضرورة استلهام التراث الثقافي والعلمي الصحراوي لما له من أهمية في تعزيز الهوية والخصوصية المحلية واستثمار أشكال النشاط الفكري والفني الأدبي في الفتح لتفعيل التبادل الثقافي مع دول الجوار وأهمية وضع الخطط والإستراتيجيات التنموية الضرورية لإنعاش المجال الصحراوي.

أمينة كندي



مشاركين في الندوة (خاص)

من أجل مناقشة ثقافة الصحراء والتنمية: مقاربات سياقية وثقافة الصحراء والتنمية، رهانات والأفاق. وخلال أشغال الجلسة الأولى تطرقت التدخلات إلى ثقافة الصحراء وسؤال المستقبل وتأهيل القضاة لقضاء الوقت وتأثير تمثال الإنسان الصحراوي بمجاله على ونيرة التنمية.

أهم عناصره ومكوناته. وكانت مدينة العيون احتضنت، أخيرا، ندوة محورها ثقافة الصحراء والتنمية: تحديات ورهانات، والتي نظمها اتحاد كتاب المغرب فرع العيون بشراكة مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون المشاركة. وشاركت في الندوة نخبة من الباحثين

مسألة التعدد اللغوي والثقافي وكذلك تحقيق وتجميع المخطوطات والوثائق والتراث الثقافي المادي وإنشاء متاحف تهتم بهذا الإرث التاريخي الثقافي. وكان ضمن توصيات الندوة تنظيم حملات توعبية لإبراز دور الثقافة في التنمية المستدامة وخلق إطار وطني يعنى بصيانة التراث الثقافي الصحراوي في

قدم المشاركون في ندوة بالعيون محورها ثقافة الصحراء والتنمية / تحديات ورهانات مجموعة من التوصيات في اختتام أشغالها من بينها مأسسة الحسنانية ونفعل المقتضيات الدستورية ذات الصلة بالحقوق القومية والثقافية الحسنانية، وذلك بالتعجيل في إصدار القانون التنظيمي الخاص بتفعيل وإبراج الحسنانية في كافة مناحي الحياة العامة. ودعا المشاركون في الندوة ذاتها إلى إدماج الحسنانية في منظومة التربية والتكوين مع ضرورة العفل على تعميم تدريسها في المناهج التربوية وتحافة مستويات التعليم.

وفي السياق ذاته، أكد المشاركون على تقوية حضور الحسنانية لغة وثقافة وحضارة في السياسات العمومية والبرامج الحكومية، مع دعم وتشجيع الفاعلين المهتمين بثقافة الصحراء من باحثين ومبشرين وجمعيات وفتيات.

ومن بين التوصيات التي جاءت في اختتام أشغال الندوة حبر الأضرار التي لخصت بالتاريخ والثقافة والهجرة الحسنانية ودعم البحث العلمي في مجال التاريخ والثقافة واللهجة الحسنانية وإجراء الدراسات في مجال تفتح النهوض بالموروث الثقافي الحساني. ودعا المشاركون في أشغال الندوة ذاتها أيضا في توصياتهم إلى تأهيل الموروث الثقافي وحمايته، وجعله رافعة لكل تنمية اقتصادية واجتماعية مستدامة وتبني المقاربة العلمية في التعاطي مع



الاتحاد المغربي لمنظمات حقوق الأشخاص ذوي إعاقة يسجل عدم احترام مشروع القانون الإطار للمنهجية التشاركية

13 أفريل

■ فاطمة بوبكري

انتقد الاتحاد المغربي لمنظمات حقوق الأشخاص ذوي إعاقة مشروع قانون الإطار داعياً الحكومة إلى تدارك النقص الحاصل وما أسماه بـ"الخطأ الفادح" المتمثل في عدم احترام المنهجية التشاركية وإقصاء الأشخاص في وضعية إعاقة وأسرههم ومنظماتهم من المشاركة الفعلية في بلورة المشروع التمهيدي رقم 11/14 الأمر الذي اعتبرته منظمات حقوق الأشخاص ذوي إعاقة انتهاكاً لاحكام الاتفاقية الدولية لحقوق

الأشخاص ذوي إعاقة ولدستور فاتح بولبول خاصة الأحكام المتعلقة بالديمقراطية التشاركية، هذا وقد استغربت ذات المنظمات عدم إحالة الحكومة لهذا المشروع على المجلس الوطني لحقوق الإنسان لإبداء ملاحظاته وإغائه نظراً لأهمية وفعالية دوره في صياغة التشريعات الوطنية مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان داعية المؤسسة التشريعية لاستئثار ذلك ويعزى بيان الاتحاد المغربي لمنظمات حقوق الأشخاص ذوي إعاقة أن الأفراد بوضع مشروع قانون الإطار والنهوض بها،

لاستقيم واعتبار تحقيق الأهداف الواردة فيه مسؤولية وطنية وكذلك التنصيص على خلق لجنة وطنية، أما الأمر بتعلق بمشروع وطني وليس حكومي، فإن الواجب يقتضي إشراك جميع الفاعلين المعنيين لتتمكّن هذا المشروع وتقاسم مسؤولية إنجازه. ومن زلات المشروع الإطار الذي تحدث عنها البيان احتواء المذكرة التقديمية لمشروع القانون الإطار على مغالطات يصفها بـ"السافرة" ومن جعلتها التثبيت برقم مليون وخمسة مائة وثلاثون ألف معاق ومعاقة

الذي تحدث عنه البحث الوطني حول الإعاقة قبل عشر سنوات والذي تكذيبه كل التفسيرات الدولية الحديثة. ويعتبر الاتحاد المغربي بأن صيغة القانون الإطار التي جاءت بها الحكومة بشكل أحادي تمثل حيلة قانونية - حسب البيان - ستمكّنها من التهرب من التزاماتها في غياب الإشارة إلى المدة الزمنية لصدور النصوص التشريعية والتنظيمية المشار إليها في القانون الإطار. مما سيكون له أبعاداً اجتماعية واقتصادية خطيرة

على الأوضاع الحياتية للأشخاص المعاقين في المجتمع المغربي، كما أن القراءة المتأنية للنص المقترح تؤكد بأن الكومة ستعمل من خلاله - في حالة المصادفة عليه - على التملص من مسؤولياتها في مجالات حيوية وذلك بتكريس مايسمى بالتدبير المفوض من خلال الإحالة على التعاقدات مع المجتمع المدني أو الفاعلين الآخرين، علماً أن الاتفاقية الدولية والتي انخرط فيها المغرب وأصبح ملزماً بها حسب منطوق البيان.

صادقت على 40 قانونا أبرزها القانون التنظيمي للمالية والأبنك الإسلامية

بنكيران ينهي دورة أبريل التشريعية في مجلسي البرلمان

٩٦٩/٣

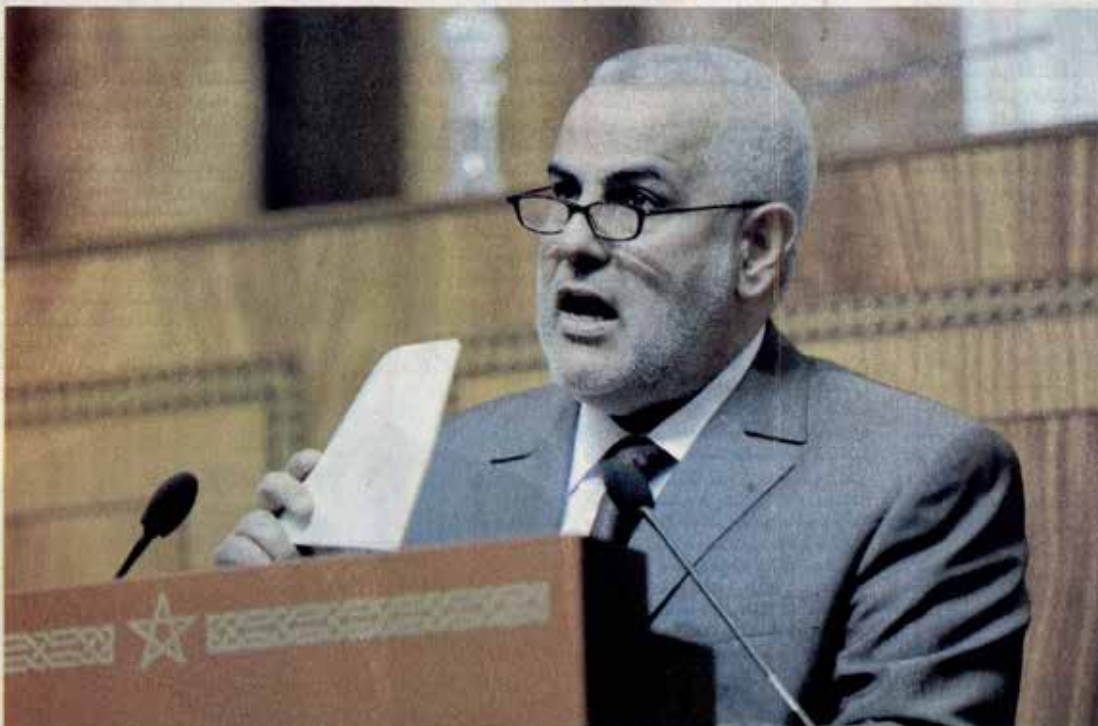
الرباط، عبد الصمد بعباد

كان مرور عبد الإله بنكيران، رئيس الحكومة، لعرض أجوبة حكومته عن ملاحظات الفرق البرلمانية حول عرض حصيلة نصف الولاية التشريعية، آخر نشاط ينهي به البرلمان المغربي بمجلسه دورة أبريل التشريعية.

وتميزت دورة أبريل التشريعية بمصادقة مجلس النواب وحده على 40 قانونا كان أبرزها وأكثره إثارة القانون التنظيمي لقانون المالية، الذي ظل عالقاً منذ 1991، قانون رقم 103.12 الذي يتعلق بمؤسسات الائتمان والهيئات المعتمدة في حكمها، أو الأبنك الإسلامية، وقانون تنظيمي رقم 066.13 يتعلق بالمحكمة الدستورية.

وصادق المجلس على القانون تنظيمي رقم 085.13 يتعلق بطريقة تسير اللجان الخبائية لتقصي الحقائق في قراءة ثانية، وقانون رقم 104.12 يتعلق بحرية الأسعار والمنافسة، وقانون رقم 20.13 يتعلق بمجلس المنافسة، وقانون رقم 105.12 يتعلق بالمجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي، وإيضاً قانون تنظيمي رقم 128.12 يتعلق بالمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي.

وتميزت الدورة التشريعية الصالمة بالمصادقة على نحو 40 نصاً تشريعياً، منها ثلاثة قوانين تنظيمية تتعلق بلجان التحقيق، والمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، والمحكمة والدستورية. ويعتبر رؤساء فرق الأغلبية أن الحصيلة التشريعية كانت إيجابية، واعتبر مصدر من الأغلبية أن الدورة الربيعية الحالية التي ستختتم يوم الخميس المقبل ستكون غنية من حيث التشريع، فالبرلمان صادق فيها على نحو 14 اتفاقية دولية ظلت تنتظر



وشهدت الدورة تقديم إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، لتقرير عن أوضاع حقوق الإنسان بالمغرب، كما شهدت الدورة التشريعية عرضاً لرئيس الحكومة، عبد الإله بنكيران، تحدث فيه عن عمل الحكومة خلال منتصف ولايتها. وبخصوص مجلس المستشارين، فقد عقد أمس الأربعاء، جلستين عموميتين خصصت الأولى للدراسة والتصويت على النصوص التشريعية

الجاهزة، والثانية لاختتام دورة أبريل للسنة التشريعية 2014-2013، وذلك طبقاً لمقتضيات الفصل 65 من الدستور والمادة السادسة من النظام الداخلي للمجلس. وذكر بلاغ للمجلس، أن الجلسة العمومية المخصصة لاختتام دورة أبريل ستعقد ابتداء من الساعة الثانية بعد الزوال، على أن تسبقها جلسة عمومية تشريعية تخصص للدراسة والتصويت على النصوص التشريعية الجاهزة.

وعلى صعيد العمل التشريعي بين المجلسين، تميزت دورة أبريل بإنشاء لجنة مشتركة للتنسيق لتعمل على ضمان الانسجام التشريعي والرقابي بين مجلسي النواب والمستشارين، وبين رؤساء الفرق البرلمانية في الأغلبية والمعارضة، وهو التنسيق الذي كان يشكل مطلباً ملحا للبرلمان لسنوات، مبرزا أن التنسيق مطلوب داخل مجلسي البرلمان لأن بواسطته تتمكن من تحقيق الأهداف المرجوة من النظام التشريعي الثنائي.



١١٨ / ٨

لجنة. تسوية وضعية 5 آلاف مهاجرة غير نظامية بالمغرب

وزارات الداخلية والخارجية والتشغيل والوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وجمعيات. ويؤطر عملية التسوية منشور صادر عن وزير شؤون المهاجرين والداخلية في انتظار إصدار القانون الذي يضع الضوابط القانونية لعملية تسوية وضعية المهاجرين. ●

ملفات لتسوية وضعيتهم. كما قررت اللجنة تسليم 1980 بطاقة، وارتأت أيضا تمتيع المهاجرين الذين سويت وضعيتهم والذين يوجدون في وضعية هشاشة ببطاقة «راميد». يشار إلى أن اللجنة يرأسها المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وتضم في عضويتها

قررت اللجنة الوطنية للتتبع والطعون، الخاصة بتسوية وضعية المهاجرين غير النظاميين، تسوية وضعية جميع النساء اللواتي وضعن ملفات من أجل تسوية وضعيتهن. ويصل عدد هاته النساء إلى 5 آلاف امرأة، حيث يمثلن حوالي ثلث المهاجرين الذين وضعوا

الإصلاحات التي انخرط فيها المغرب في مجال حقوق الانسان تثير اهتمام أوساط الاعمال والمجتمع المدني في السويد

و.م.ع
23.07.2014
h3019

شارك
[أضف تعليق \(0\)](#)

ستوكهولم/ 23 يوليوز 2014 /ومع/ أثارت الإصلاحات التي انخرط فيها المغرب في مجال حقوق الانسان اهتماما ملحوظا من قبل ممثلي أوساط الأعمال والمجتمع المدني السويدي، الملتثمين، مساء الثلاثاء، في حفل استقبال باستوكهولم.

وخلال هذا اللقاء، أبرز المستثمر السويدي كارل ماغنوس كارلسون الإصلاحات التي باشرها المغرب مؤخرا تحت قيادة صاحب الجلالة الملك محمد السادس، مشيرا الى أن هذه الإصلاحات تم تفعيلها في منطقة تواجه تحديات كبيرة ذات طابع أممي واقتصادي واجتماعي.

وأعرب عن أمله في أن تشهد العلاقات بين المغرب والسويد دفعة جديدة، لا سيما في المجالين الاقتصادي والأمني.

وقال كارلسون إن المغرب عرف كيف يطلق تحولا ديمقراطيا هادئا في ظل الاستقرار مضيفا أن صاحب الجلالة يبذل جهودا محمودة حتى يضمن للبلاد رفاحية اقتصادية وبيئة سياسية ملائمة للإصلاحات في مجال حقوق الانسان.

ومن جانبه، استعرض رئيس المجلس الوطني لحقوق الانسان، ادريس اليازمي، المنجزات التي حققها المغرب في مجال حقوق الانسان مشيرا الى انشاء هيئة الانصاف والمصالحة التي انكبت على معالجة انتهاكات حقوق الانسان المرتكبة خلال الستينيات والسبعينيات والثمانينيات من القرن الماضي.

وقدم اليازمي لمحة حول المهام المخولة للمجلس الوطني لحقوق الانسان والتقارير التي ينجزها مذكرا بأن المملكة اعتمدت عام 2011 دستورا يكرس مسلسل تعزيز حقوق الانسان ويضم ما لا يقل عن 60 مادة ذات صلة بهذه الحقوق.

وأعرب عن استعداد المجلس للاستفادة من تجربة السويد في هذا المجال.

وأوضح ادريس اليازمي أهمية اصلاح القضاء العسكري، وفقا للتوجيهات السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس، من خلال التنصيص على استبعاد المدنيين من اختصاص المحاكم العسكرية.

وأبرز من جهة أخرى أن المغرب يواجه تحديات هامة، تتمثل في وجود ساكنة فنية وارتفاع معدلات الطلب على الشغل وارتفاع نسبة الهدر المدرسي خصوصا في اوساط الفتيات بالعالم القروي.

ومن جانبها، عبرت البرلمانية السويدية كارينا هاغ (الحزب الاجتماعي الديمقراطي) عن اهتمامها بالإصلاحات التي يقوم بها المغرب في مجال حقوق الانسان ملاحظة أن هذه الإصلاحات غير معروفة على نطاق واسع ببلادها. كما أعربت ممثلة القطاع الشبابي للحزب الاجتماعي الديمقراطي عن أملها في زيارة المغرب للمشاركة في لقاءات ينظمها المجلس الوطني لحقوق الانسان.

وعرف اللقاء حضور نخبة من البرلمانيين السويديين وممثلي المجتمع المدني وأوساط رجال الأعمال وصحافيين وأكاديميين.

ت/ن ف

مجلس النواب يصادق بالإجماع على مشروع قانون يتعلق بالقضاء العسكري

الأربعاء 23 يوليوز 2014 21:12:00

البرلمان

صادق مجلس النواب، خلال جلسة عمومية مساء اليوم الأربعاء، بالإجماع على مشروع قانون يتعلق بالقضاء العسكري، يهدف، بالأساس، إلى إصلاح شامل وجذري لقانون القضاء العسكري الصادر سنة 1956.

وتنوع مضامين هذا القانون على أربعة محاور أساسية تتمثل في إعادة النظر في الاختصاص النوعي للمحكمة العسكرية لجعلها محكمة متخصصة وليس استثنائية، وتوضيح الطبيعة القانونية للمحكمة العسكرية، وإعادة تنظيم ودعم مبدأ استقلالية القضاء العسكري، وتقوية ضمانات المحاكمة العادلة أمام المحكمة العسكرية وتعزيز حقوق المتقاضين.

فيخصوص اختصاص المحكمة العسكرية، نص القانون على تقليصه حيث لم يعد ضمن اختصاصها محاكمة المدنيين إلا في وقت الحرب وكذلك جرائم الحق العام المرتكب من طرف العسكريين وشبه العسكريين وكذلك الجرائم المرتكبة من طرف الأحداث بالإضافة إلى الجرائم التي ترتكب من طرف الشرطة القضائية العسكرية أثناء ممارستها لمهامها.

ولتعزيز ضمانات المحاكمة العادلة أمام المحكمة العسكرية نص القانون على تقليص الحالات المعاقب عليها بعقوبة الإعدام من 16 حالة إلى 5 حالات، حيث تم حصر هذه الحالات بدقة وحرص شديد نظرا لحساسية المسألة وباستحضار للمصلحة العليا للوطن وخصوصية المجال العسكري، كما تم التنصيص على التقيد بقانون المسطرة الجنائية في هذا الباب.

وأبرز عبد اللطيف الوديعي، الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بإدارة الدفاع الوطني، في ورقة تقديمية خلال مناقشة القانون، السياق الذي أتى فيه هذا الأخير والأهداف التي يتوخاها بالإضافة إلى المستجدات التي نص عليها، موضحا أن القانون يشكل خطوة رائدة ونقله نوعية في مسار إصلاح منظومة العدالة، وذلك تبعا لتوجيهات صاحب الجلالة الملك محمد السادس، وتفعيل مضامين دستور 2011.

وأضاف أن هذا القانون يعتبر ترجمة حقيقية لإرادة المملكة المغربية لتعميق ثقافة حماية وتنمية حقوق الإنسان وتقوية لبنات دولة الحق والقانون وإغناء المسار الديمقراطي الذي انخرطت فيه المملكة.

وشدد على أن القانون يهدف إلى إصلاح شامل وجذري لقانون القضاء العسكري الصادر سنة 1956 من أجل ملاءمة مقتضياته مع مضامين الدستور الجديد وتعزيز مقوماته كقضاء مستقل ومتخصص يقرن احترام الحقوق والحريات بالحزم والانضباط، وذلك تماشيا مع المنظومة القانونية الوطنية المتطورة والتنظيم الحالي لقوات المسلحة الملكية، مشيرا إلى أن إعداد نص مشروع القانون تبنى مقاربة شمولية أخذت بعين الاعتبار الدينامية الإصلاحية وتوصيات تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان المقدم إلى جلالته الملك في مارس 2013، كما راعت المرجعيات الحقوقية وتراكمات العمل القضائي والاجتهادات القضائية والثواب الوطنية وعموم التطورات التي عرفها المغرب على جميع الأصعدة.

من جانبهم، أبرز ممثلو عدد من الفرق البرلمانية خلال مداخلات قبل التصويت على مشروع القانون، أن هذا الأخير يأتي في سياق متميز يتمثل في كون المملكة بصدد تفعيل مضامين دستور 2011، لاسيما فيما يتعلق بالقضاء الخاص والاستثنائي، وسياسهم في تعزيز البعد الحقوق للأحكام التي تنطق

بها هذه المحكمة.

واعتبروا أن هذا القانون يمثل مكسبا وطنيا وثورة حقوقية نموذجية في العالم العربي وإفريقيا وكذا لحظة تشريعية هامة في المسار الحقوقي للمملكة، وقانونا مفصليا يضاف إلى القوانين التي تطمح إلى بناء دولة المؤسسات والمحكمات العادلة.

وشدد المتدخلون على أن النقاش الذي ساد خلال إعداد مشروع هذا القانون كان حول جودة الأخير، بعيدا عن أي سجل سياسي، وذلك بغية تقديم نص المشروع في حلة تتناسب مع الدينامية التي يشهدها المغرب، لاسيما على المستوى الحقوقي، ميزين، في هذا الصدد، أن القانون يقدم جوابا واضحا وصریحا لأولئك الذين يحاولون توظيف ورقة حقوق الإنسان ضد المملكة.

يشار إلى أن المجلس صادق خلال ذات الجلسة، على أربعة مشاريع قوانين أخرى تتعلق بنظام المعاشات المدنية، ونظام الضمان الاجتماعي والساحل وقانون بمثابة مدونة التغطية الصحية الأساسية.

ويهدف القانون المتعلق بنظام المعاشات المدنية إلى معالجة إشكالية الموظفين والمستخدمين الذين يعتمدون ترك الوظيفة أو المعزولين من الأسلاك لأسباب تأديبية، للاستفادة من معاش بشكل فوري، يحتسب على أساس نسبة 25 بالمائة من عناصر آخر أجرة خضعت للاقتطاع، وذلك خلافا للموظفين والمستخدمين الذين يرغبون في الاستفادة من التقاعد المبكر قبل بلوغ السن القانوني، والذين يستفيدون من معاش يحتسب على أساس 2 بالمائة من عناصر آخر أجرة خضعت للاقتطاع مع مراعاة مجموعة من الشروط المحددة في القانون رقم 0011.71 السالف الذكر.

ويحدد القانون القاضي بتغيير وتميم القانون بمثابة مدونة التغطية الصحية الأساسية، على الخصوص، المؤسسات المكلفة بتدبير نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض، في حين يشمل مشروع القانون المتعلق بنظام الضمان الاجتماعي الدوافع الأساسية وشروط الاستفادة من التعويض عن فقدان الشغل ومواكبة الأجراء فاقد الشغل.

ويروم القانون المتعلق بالساحل، على الخصوص، تزويد هذا الأخير بإطار قانوني يسمح بمواجهة الانعكاسات السلبية المحتملة للمشاريع التنموية التي تنجز على الشريط الساحلي والمحافظة على التوازنات البيولوجية والبيئية وعلى الثروات الطبيعية والمواقع والمناظر الطبيعية ومكافحة التعرية وتأمين ولوج العموم إلى شط البحر وتشجيع سياسة البحث والابتكار بهدف تهمين الساحل وموارده.

<http://www.alyaoum24.com/akhbar/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%86%D9%88%D8%A7%D8%A8-%D9%8A%D8%B5%D8%A7%D8%AF%D9%82-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%AC%D9%85%D8%A7%D8%B9-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D9%85%D8%B4%D8%B1%D9%88%D8%B9-%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86-%D9%8A%D8%AA%D8%B9%D9%84%D9%82-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%B6%D8%A7%D8%A1-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B3%D9%83%D8%B1%D9%8A/16235#.U9Dzy-MhBK5>

نشر في: 7:46 م يوليو 23, 2014

اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لطانطان كلميم

طانطان/23 يوليو 2014/ومع/ قام ثلاثة أعضاء من اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لطانطان كلميم، مؤخرًا، بزيارة مركز التخييم بمدينة الوطية التابع للمندوبية الإقليمية لوزارة الشباب والرياضة بطانطان.

وأطر أعضاء الوفد، بهذه المناسبة، ورشة في مجال حقوق الإنسان لفائدة حوالي 220 مستفيد ومستفيدة من المرحلة الأولى للبرنامج الوطني للتخييم "عطلة للجميع صيف 2014"، الذي تنظمه وزارة الشباب والرياضة هذه السنة على مدى خمسة مراحل إلى غاية ثالث شتنبر المقبل تحت شعار "أحبك يا وطني".

كما قام وفد اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، الذي ضم محمد عالي الحيسن والمحفوظ بونعاج ومحمد جرو، بإلقاء كلمات وعروض سلطت الضوء على حقوق الإنسان وأهمية الحفاظ عليها والقوانين المتعلقة بحقوق الطفل.

يذكر أن اللجنة سطرت برنامجا خاصا بمناسبة البرنامج الوطني للتخييم عطلة للجميع الذي انطلق في ثالث يوليو الجاري، كما أقامت رواقا بفضاء المركز يتضمن كتبًا ومنشورات صادرة عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان وشركائه تم في مجال حقوق الإنسان.

وتجدر الإشارة إلى أن عدد المستفيدين من برنامج التخييم "عطلة للجميع صيف 2014" على مستوى إقليم طانطان يبلغ أزيد من 880 طفل يمثلون عددا من الجمعيات من مدن طانطان والعيون والسمارة فضلا عن جمعية العمل المباشر بإقليم الحوز.

<http://www.dailysahara.com/important/%D8%A7%D9%84%D9%84%D8%AC%D9%86%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D9%87%D9%88%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D9%84%D8%B7%D8%A7%D9%86%D8%B7%D8%A7%D9%86/>

ثريا جبران تعود إلى التمثيل من خلال فيلم عن تازمامارت

الأربعاء 23 يوليوز 2014 17:06:00

ثريا جبران تعود إلى التمثيل من خلال فيلم عن تازمامارت

المخرج عز العرب العلوي يعيدها إلى التمثيل بعد اعتزالها السياسة و"دوار البوم" أول فيلم يحظى بدعم المجلس الوطني لحقوق الإنسان

أعطت الفنانة ثريا جبران، وزيرة الثقافة السابقة، موافقتها المبدئية على المشاركة في مشروع الفيلم السينمائي الجديد «دوار البوم» لمخرجه عز العرب العلوي، حيث ستؤدي دور أم أحد سجناء المعتقل السري «تازمامارت» التي تغطي عمرا في البحث عن ابنها، ليكون هذا الدور، الذي راق الفنانة بعد قراءتها السيناريو، أول عمل درامي سينمائي سيعيدها إلى ساحة الممارسة الدرامية والسينمائية المغربية بعد اعتزالها ممارسة السياسة. وستكون ثريا جبران، الممثلة المسرحية والتلفزيونية والسينمائية التي لم تسلخ عن هويتها الفنية، في الجلباب السياسي الضيق، واحدة من بين الثلاث ممثلات اللواتي اخترهن المخرج العلوي لتحسيد الشخصيات النسائية في الفيلم الذي سيحكي عن سجن تازمامارت من زاوية جديدة، هي الأولى من نوعها التي تركز على معاناة الحراس.

هذا وقد تسلمت ثريا السيناريو منذ ثلاثة شهور قبل أن تعطي موافقتها المبدئية، حسب ما صرح به المخرج لـ«اليوم24». ويندرج «دوار البوم»، في إطار سينما حقوق الإنسان، بتركيزه بالأساس على مرحلة سنوات الرصاص، وعلى المعتقل السري «تازمامارت» تحديدا، وهو الفيلم الذي سيحمل جديدا في التيمة التي سيركز عليها، وتتمثل في حراس المعتقل لا المعتقلين، باعتبارهم أيضا سجناء، حيث لن تظهر في مشاهد الفيلم وجوه المعتقلين، وإنما سيتم التركيز على إبراز تأثيرهم على نفوس الحراس، والثقل الذي يمثلونه بالنسبة إليهم لأن المعتقلين تسببوا أيضا في احتجاز ورهن الحراس، حسب ما أفاد به المخرج «اليوم24»، في تصريح سابق أعلن فيه أنه عاش طفولته في مدينة الراشيدية، وعاش هناك حراس معتقل تازمامارت، معتبرا أن مشروع فيلمه «دوار البوم» هو استمرارية لفيلمه «أندرومان.. من دم وفحم»، الذي اشتغل على المهشم والمسكوت عنه، الذي استقاه هذه المرة من واقع عايشه إبان طفولته.

الفيلم، حسب العلوي، هو رصد لنفسية حراس معتقل تازمامارت، وتحديدا الحراس الخارجيين، الذين لم يتطرق إليهم قبلا كأشخاص يعانون جراء هذا العمل، الذي وجدوا أنفسهم مجبرين على القيام به. هؤلاء هم سكان «دوار البوم»، الواقع بالقرب من المعتقل، الذي يعيش فيه مجموعة من الجنود، الذين يعملون فيه، باستثناء إمام المسجد «الفيقه»، حيث يجدون أنفسهم، بشكل من الأشكال، أيضا معتقلين، والفرق بينهم وبين المعتقلين الحقيقيين أن هؤلاء تسجن أجسادهم لكن فكرهم يظل حرا طليقا، بخلاف الحراس الذين يُعتقل فكرهم وحياتهم كلها. يجد الحراس أنفسهم وكأن لعنة أصابت «الدوار» الذي يعيشون فيه، فهم محتجزون بالفعل، ويمر الوقت ثقيلًا بطيئا، كأن الزمن توقف على إيقاع رتيب، في دوامة أبدية.

وعن اختياره لهذا الموضوع، يقول عز العرب العلوي إن ذلك جاء تبعا لرغبته في الاهتمام بهذه الفئة التي لم يتم يتطرق إليها قبلا في الأعمال الروائية أو السينمائية، التي ركزت في معالجتها للمعتقل على معاناة المعتقلين بسبب السجن، دون لفت النظر إلى المعاناة النفسية والفكرية والعلائقية التي يعيشها هذا الأخير، معتبرا أن الحياة فرضت على كل واحد من الحراس الاشتغال في تلك المهنة لأنه لم يتلق تعليما، ولم تسمح له الظروف بذلك، ليحد نفسه وكأنه أمام قدر لم ينصفه، إذ في الوقت الذي يعتقد أنه يضحي ليقدم عملا كبيرا خدمة لوطنه، يراه الآخرون متهما بتقييد حرية آخرين، رغم كونه مغلوبا على أمره.

وفي تحضيره لموضوع الفيلم، صرح العلوي لـ«اليوم24»، بأنه أثناء كتابته للسيناريو قرر ألا يقرأ أو يشاهد أو ينصت إلى أي شهادات عن معتقل تازمامارت، حيث لم يقرأ غير ما نشره المعتقل السابق محمد المرزوقي قبل حوالي عشر سنوات، حتى لا يتأثر بالشهادات وينقل صورها بدلا من الصور التي تركزت في ذهنه وهو صغير، مؤكدا أن ما ركز عليه في كتابته للموضوع هو ما احتفظت به ذاكرته من مرحلة الطفولة، التي عاشها بين هؤلاء الحراس، الذين كانوا يحملون معهم حكايا غرائبية، مؤكدا أن بطل حكاية الفيلم «سعيد» كان جاره، الذي جعله يتساءل دائما وهو طفل تراوح عمره بين السبع

والعشر سنوات عن المكان الذي كان يسافر إليه ويغيب مدة طويلة، والذي كان يوصف للأطفال بأنه مكان أشبه بقلعة، لا يضم غير الأشخاص الذين لا يحبون المغرب، وهو معتقل تازمامارت. وتصدر الإشارة إلى أن الفيلم سينجز بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان بعد أن تم التوقيع على بنود العقد في مطلع رمضان وبذلك يكون فيلم دوار البوم أول فيلم سينمائي يحظى بدعم المجلس الوطني لحقوق الإنسان بعد أن عين لجنة لقراءة السيناريو، وافقت عليه بالإجماع.

<http://www.alyaoum24.com/akhbar/%D8%AB%D8%B1%D9%8A%D8%A7-%D8%AC%D8%A8%D8%B1%D8%A7%D9%86-%D8%AA%D8%B9%D9%88%D8%AF-%D8%A5%D9%84%D9%89-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%85%D8%AB%D9%8A%D9%84-%D9%85%D9%86-%D8%AE%D9%84%D8%A7%D9%84-%D9%81%D9%8A%D9%84%D9%85-%D8%B9%D9%86-%D8%AA%D8%A7%D8%B2%D9%85%D8%A7%D9%85%D8%A7%D8%B1%D8%AA/16221#.U9DzoeMhBK5>

جمعية الحمامة البيضاء لحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة بالمغرب تصدر بيانا

توصلت تطوان نيوز – تطوانكم بيان من جمعية الحمامة البيضاء لحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة بالمغرب هذا نصه :

على إثر مصادقة المجلس الحكومي بتاريخ 19 يونيو 2014 على مشروع قانون إطار رقم 13-97 المتعلق بحماية حقوق الأشخاص في وضعية إعاقة والنهوض بها وفي إطار الدينامية التي أفرزها هذا القرار، نظمت جمعية الحمامة البيضاء لحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة بالمغرب وشبكة الجمعيات العاملة في مجال الإعاقة بشمال المغرب لقاء جهويا استشاريا حول مشروع قانون الإطار المذكور، وذلك ضمن أنشطة مشروع ”سياسات عمومية محلية داجمة من أجل ولوج الأشخاص في وضعية إعاقة لحقوقهم الحيوية“، الذي تنجزه الجمعية بتمويل من الاتحاد الأوروبي وشراكة مع شريكها الشبكة المذكورة ومنظمة الإعاقة الدولية .

وقد تميز هذا اللقاء بحضور 30 جمعية وشبكة عاملة في مجال الإعاقة من كل أقاليم شمال المملكة، وعرف مناقشات غنية وهادفة قدم لها استاذ جامعي متخصص في القانون الدستوري، حيث تم الاشتغال على تحليل كل مضامين نص قانون الإطار رقم 13 – 97 وتحليله من كل الزوايا. وعليه يسجل المشاركون والمشاركات في هذا اللقاء ما يلي:

إن اختيار تقنية/ منهجية قانون الإطار لوضع إطار قانوني لحماية والنهوض بحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة بتناسب وعرضانية موضوع الإعاقة. وجود ارتباك على مستوى المقاربة المعتمدة بحيث تتراوح ما بين المقاربة الحقوقية الاجتماعية والطبية.

ضعف انسجام مضمون القانون مع مفهومي “الحماية” و “النهوض” كما هما محددتين ومتعارف عليهما في مجال حقوق الانسان.

الإحالات الكثيرة (11 إحالة) على نصوص تشريعية وتنظيمية بخصوص أمور حيوية (مثال نظام الدعم الاجتماعي) دون إرفاق هذه النصوص بالمتن الأصلي، مشروع قانون الإطار ولا يحدد أجل إصدارها.

استعمال لغة ومفاهيم تنتمي لمغرب ما قبل دستور فاتح يوليوز 2011 كمثال: تحقيق أهداف قانون الإطار مسؤولية وطنية تقع على عاتق الدولة والمجتمع والمواطن، الامتيازات وحقوق الأولوية، حسب الإمكان، في حدود الامكانيات والموارد المتاحة...، وهي كلها صيغ تتيح إمكانيات التهرب من المسؤولية فيما يخص الوفاء بالالتزامات القانونية والحقوقية.

ربط الاستفادة من الحقوق الواردة في هذا المشروع لضرورة الحصول على بطاقة المعاق، وهو ما يدفع إلى التساؤل عن درجة مواطنة الأشخاص في وضعية إعاقة وعن وظيفة هذه البطاقة، وعن المصدر الذي يستمدون منه حقوقهم، هل هي انتمائهم إلى الأسرة البشرية وبلدهم المغرب أم عجزهم (بالمعنى الطبي) المثبت والدال عليه ببطاقة الإعاقة.

وأمام هذا الوضع لا يسعنا إلى أن نعلن ما يلي:

استنكارنا الشديد للإقصاء المنهجي من طرف الحكومة، وتحميل هذه الأخيرة المسؤولية في عدم الأعمال السليم للدستور.

استنكارنا الشديد لإقصاء الأشخاص في وضعية إعاقة وأسرهم ومنظماتهم من المشاركة الفعلية في عملية بلورة مشروع قانون الإطار المذكور ضدا على التقليد السابق الذي تجلّى في الإشراف الفعلي للأشخاص في وضعية في إعداد المشروع التمهيدي لقانون رقم 62 – 09 والتي وصلت إلى درجة العضوية في لجنة الصياغة، ونعتبر هذا انتهاكا لأحكام الاتفاقية الدولية لحقوق الأشخاص ذوي الإعاقة ولدستور فاتح يوليوز 2011 خاصة لأحكامه المتعلقة بالديمقراطية التشاركية.

استغربنا لعدم إحالة الحكومة لهذا المشروع على المجلس الوطني لحقوق الإنسان لإبداء ملاحظاته وإغناؤه نظرا لأهمية وفعالية دوره في ملاءمة التشريعات الوطنية مع المعايير الدولية لحقوق الانسان، وندعو المؤسسة التشريعية لاستدراك ذلك لاحقا.

إن الانفراد بوضع مشروع قانون الإطار المتعلق بحقوق الأشخاص في وضعية إعاقة والنهوض بها لا يستقيم واعتبار تحقيق الأهداف الواردة فيه ”مسؤولية وطنية“ وكذلك التنصيص على “خلق لجنة وطنية“، فإن كان الأمر يتعلق بمشروع ”وطني“ وليس “حكومي“، كان من الواجب إشراك جميع الفاعلين المعنيين لتملك هذا المشروع وتقاسم مسؤولية إنجازه.



نشيد بكل الديناميات والمبادرات التي أطلقتها شبكات ومنظمات الأشخاص في وضعية إعاقة، وهي كلها ردود فعلية إيجابية وطبيعية في ظل استمرار واقع الاقصاء والتجاهل، وندعو الجميع إلى المزيد من الفعل والتشبيك بالشكل الذي سيجعلنا حاضرين وحاضرات بقوة في دائرة التأثير. ندعو كل من رئيس الحكومة ووزيرة التضامن والأسرة والمرأة والتنمية الاجتماعية الإنصات للأصوات المنادية - وحالا - وذلك بفتح حوار مع الأشخاص في وضعية إعاقة ومنظماتهم وشبكاتهم على أرضية المشروع الحالي، وذلك لتدارك مكامن النقص وإغناؤه، وتدارك الخطأ الفادح المتمثل في عدم احترام المنهجية التشاركية. نعلن استعدادنا لمواصلة نضالنا من أجل حقوقنا الشاملة والمتكاملة، ودعمنا لكل المبادرات الجادة ذات الصلة.

<http://tetouanocom.com/?p=9491>

Nouvelle politique de migration

L'approche humanitaire érigée en fondement

Publié le : 24 juillet 2014 - MAP

Anis Birou intervenant à Rabat, lors d'un séminaire organisé sous le thème «Assistance humanitaire au profit des migrants au Maroc : quel dispositif de lutte contre la vulnérabilité?». Ph : MAP

L'approche humanitaire constitue l'un des fondements de la nouvelle politique de migration qui tend à répondre aux besoins des immigrés en situation de précarité. C'est ce qu'a affirmé, mercredi à Rabat, Anis Birou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration.

Anis Birrou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, s'exprimait mercredi à Rabat lors d'un séminaire sous le thème «assistance humanitaire au profit des migrants au Maroc : quel dispositif de lutte contre la vulnérabilité», a affirmé que «nos efforts sont incomplets et nos actions inefficaces tant que subsisteront les multiples images de misère et de déchéance que la migration nous renvoie au quotidien».

Il a souligné que «l'aspect récent des transformations observées dans la réalité migratoire marocaine et la complexité de ses flux ont encore besoin d'un réel ajustement des dispositifs d'aide humanitaire», saluant à ce propos 'les efforts fournis par les acteurs associatifs civils pour leur capacité de mobilisation et de proximité avec les populations migrantes vulnérables, le croissant rouge marocains pour son expertise en la matière, son réseau international et sa couverture territoriale, les départements du pôle social, avec leurs institutions décentralisées et leurs expériences dans l'accompagnement des populations vulnérables et les organismes internationaux pour leurs expertises en matière d'assistance aux populations déplacées et pour leurs capacités de mobilisation des fonds nécessaires».

Pour la mise en place d'une feuille de route de la nouvelle politique migratoire, le ministre a proposé l'ajustement de la dynamique d'assistance humanitaire orientée vers les migrants vulnérables à un plan d'urgence afin de répondre de manière rationnelle et efficace aux besoins immédiats des populations à risque, le lancement rapide d'une campagne pour mobiliser les associations marocaines œuvrant auprès des populations vulnérables, un soutien aux associations déjà actives en matière d'assistance humanitaire à travers des conventions renouvelables et la mise en place d'un dispositif permanent de coordination, de veille et de prévention autour de la thématique, chargé d'élaborer les plans d'actions, d'évaluer l'impact et réajuster les objectifs.

De son côté, le délégué interministériel aux droits de l'Homme, Mahjoub El Hiba, a mis l'accent sur la création de la Commission nationale de suivi et de recours, relative à la régularisation de la situation des immigrés vulnérables, pour répondre de façon rationnelle à leurs attentes et le processus de mise à niveau du cadre juridique relatif à la traite des êtres humains, l'asile et l'immigration, soulignant que cette commission suit l'opération de régularisation de la situation des immigrées en situations illégale.

Il a rappelé que cette commission a recommandé de régulariser la situation de toute les femmes et de consentir encore plus d'efforts en vue de faciliter la procédure de régularisation, outre le renforcement de l'octroi de la couverture sociale.

Il a indiqué que la nouvelle politique migratoire doit être accompagnée de mesures basées sur une approche

humanitaire conformément aux hautes orientations de S.M. le Roi Mohammed VI.
Pour sa part, le directeur de la promotion des droits de l'Homme au Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Ahmed Taoufik Zainabi, a appelé à réfléchir à un programme d'aide humanitaire, à déterminer la cible et choisir les institutions et les organisations concernées. Cette rencontre est initiée par le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la Migration en collaboration avec la délégation interministérielle aux droits de l'Homme et le conseil national des droits de l'Homme.

[-http://www.lematin.ma/express/2014/nouvelle-politique-de-migration-_l-approche-humanitaire-un-des-fondements/206433.html](http://www.lematin.ma/express/2014/nouvelle-politique-de-migration-_l-approche-humanitaire-un-des-fondements/206433.html)

À oukacha : La double peine des femmes

Par [L'observateur](#) le 24 juillet 2014.

La prison semble être un milieu purement féminin ! Dès l'entrée de la prison locale d'Oukacha à Casablanca, nulle trace d'hommes. Seules des dizaines de femmes sont venues depuis des heures pour remettre le panier alimentaire aux membres d'un fils, d'un frère ou d'un père ou encore d'un proche en détention. Sous un soleil de plomb, elles subissent les brimades des employés de ce centre pénitencier. Passée l'impressionnante porte d'entrée, cette prison est dominée par les hommes. Dans cet univers carcéral, 300 femmes vivent à l'étroit.

En détention provisoire

Le jour de notre visite, elles sont soigneusement installées dans la salle des fêtes de la prison. Sous le regard intrusif des gardiennes, une dizaine de femmes de différents âges observent les visiteurs avec un mélange d'appréhension et de curiosité. Plusieurs d'entre elles sont marquées à jamais par ce passage par la case prison. Elles hésitent à se livrer. Latifa* a assassiné sa fille. Elle est toujours sonnée par son effroyable acte. Elle préfère se murer dans le silence. À côté d'elle, Hanane est poursuivie dans une affaire de mœurs. Elle non plus ne souhaite pas raconter son histoire. Plus loin, on remarque une étrangère : Emilie. Cette capverdienne ne parle que portugais et pourtant une alchimie s'est créée entre elle et les autres détenues. Non loin de là, d'autres prisonnières sont plus loquaces. Imane a 21 ans, elle est en détention provisoire depuis une année. « *Je suis poursuivie dans une affaire de détournement de fonds d'un orphelinat à Casablanca. C'est injuste, je n'étais qu'une simple salariée. Les vrais coupables sont à l'extérieur* », accuse-t-elle. Cette jeune étudiante encaisse le coup et essaye de s'adapter à sa « nouvelle vie ». « *J'ai passé un nouveau bac cette année et je me suis faite de nouvelles amies* », se console-t-elle. Plus de la moitié des détenus femmes sont en détention provisoire. Amina est également dans cette situation. « *Cela fait 6 mois que je suis en prison et mon procès n'a pas encore été ouvert. Je risque de passer plus de temps en prison que la peine que je pourrais écoper* », craint-elle. La population carcérale en attente de l'instruction de son procès pose un sérieux problème de surpopulation. « *Les prisons des femmes ne connaissent pas cette situation. Certains quartiers pour femmes sont utilisés à 10% de leur capacité. Et c'est tant mieux* », précise Hadda Bekkach, directrice de la prison locale des femmes d'Oukacha.

Autonomie

Hadda Bekkach dirige, depuis août 2012, le premier centre pénitencier autonome dédié aux femmes. « Avec 36 fonctionnaires, dont 3 hommes, nous arrivons à assurer un programme complet à cette population précaire et fragile psychologiquement », explique cette dame de fer. « Les conditions de vie de ces femmes sont déplorables », constate un acteur associatif travaillant dans les centres pénitenciers. L'association Relais prison-société apporte son soutien aux femmes en situation de détention. « Avec la nouvelle réorganisation de la prison d'Oukacha, on note des améliorations dans la prison des femmes. Le quartier qui leur est réservé ne disposait pas de cabinet médical, aujourd'hui, les détenues peuvent accéder plus facilement aux soins », explique Fatna El Bouih, présidente de Relais prison-société. Pour cette militante de la réinsertion des prisonniers, « la difficulté des femmes en prison est également d'ordre psychologique. La femme subie une double violence. Elle est meurtrie par la privation de sa liberté et par le regard de la société ».

Bébés en prison

Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) dans son rapport sur la situation dans les prisons et les droits des détenus, paru en 2012, avait fait état de menaces et humiliations lors de leur inspection des femmes à la prison d'Ain Kadous à Fès. À la prison locale d'Al Houceima, les femmes sont privées de promenade quotidienne. « Le quartier réservé aux femmes n'est pas doté d'un espace dédié à la promenade », peut-on lire dans ce rapport accablant. À Oujda, une femme condamnée à mort vit dans un isolement complet. Pour le CNDH, « les femmes pâtissent davantage, pour des considérations d'ordre socioculturel, de traitements cruels et de comportements dégradants (insultes, humiliations), aussi bien dans les postes de police que dans les prisons », observe cette instance. Le conseil que préside Driss El Yazami donne l'exemple des détenues incarcérées pour des affaires de mœurs qui sont particulièrement visées par certaines surveillantes. Le CNDH s'inquiète également du sort des femmes enceintes ou accompagnées d'un bébé. Elles ne bénéficient d'aucun soutien et dépendent de l'aide humanitaire.

L'espace qui leur est réservé dans plusieurs prisons est exigü. Les crèches qui pourraient accueillir ces bébés sont inexistantes. Le drame ultime de ces femmes est la séparation avec leurs enfants. « Les détenues sont contraintes d'abandonner leur progéniture à des tiers qui les exploitent dans certains cas dans la mendicité ou les placent dans des orphelinats », regrette le CNDH. Et d'ajouter : « Une problématique majeure se pose, à savoir l'absence d'un dispositif efficace de prise en charge de ces enfants ». *Pour préserver leur anonymat, le prénom des détenues ont été changés

<http://lobservateurdumaroc.info/2014/07/24/oukacha-la-double-peine-des-femmes/>

مجلس المستشارين وافق على 58 نصا قانونيا منها 3 قوانين تنظيمية

الأربعاء، 23 يوليو 2014 - 7:30 مساءً

خديجة الرحالي

الشيخ بيد الله يستعرض حصيلته أمام المستشارين (ماب)

اختتم مجلس المستشارين دورة أبريل للسنة التشريعية 2013-2014 ، باستعراض حصيلته على مستوى التشريع ومراقبة العمل الحكومي وتقييم السياسات العمومية والدبلوماسية البرلمانية.

فعلى مستوى التشريع، وافق المجلس منذ افتتاح دورته الربيعية على 58 نصا قانونيا، منها 3 قوانين تنظيمية

وقال الشيخ بيد الله رئيس مجلس المستشارين " ان حصيلة المجلس هي حصيلة ترجمها انخراط مجلسنا بفعالية واستمرارية في دينامية الإصلاح وإرساء دولة المؤسسات، التي شيدها ويقودها جلالة الملك محمد السادس " وعلی مستوى علاقة المجلس بالمؤسسات الدستورية، قال بيد الله أمس (الأربعاء) بمجلس المستشارين "تميزت هذه الدورة بتفعيل بعض مقتضيات الدستور لأول مرة".

وفي هذا الإطار، قدم الرئيس الأول، للمجلس الأعلى للحسابات، عرضا عن أعمال المجلس لسنة 2012، أمام البرلمان بتاريخ 21 ماي 2014، كما قدم رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان أمام البرلمان تقريرا عن أعمال المجلس بتاريخ 16 يونيو 2014.

أما على مستوى مراقبة العمل الحكومي، قال بيد الله " تميزت هذه الدورة بمواصلة مجلس المستشارين عمله الرقابي، من خلال التركيز على أسئلة وقضايا محورية تحظى باهتمام الرأي العام "

وجاء في كلمة رئيس المجلس ان أشغال اللجان الدائمة عرفت خلال هذه الدورة، عقد ما مجموعه 38 اجتماعا بمجموع 85 ساعة عمل. كما عرفت الدورة، حسب عرض الرئيس قيام اللجان الدائمة ببعض الأنشطة المرتبطة بمجال الرقابة على العمل الحكومي منها دراسة ومناقشة 07 مواضيع تم مختلف السياسات العمومية، وتنظيم أيام دراسية حول مشاريع قوانين محالة عليها، بالإضافة إلى القيام بزيارتين ميدانيتين للقرب المالي للدار البيضاء والمنشآت المكتب الشريف للفوسفات بإقليم خريبكة.

وأفاد بيد الله ان المجلس عقد 36 جلسة عامة منها 15 خاصة بالأسئلة الشفهية، و9 جلسات خاصة بالدراسة والتصويت على النصوص التشريعية الجاهزة، و 4 جلسات مخصصة لعرض ومناقشة الحصيلة المرحلية لعمل الحكومة، فضلا عن جلستين شهريتين خاصتين بتقديم الاجوبة على الاسئلة المتعلقة بالسياسة العامة من قبل رئيس الحكومة

وقال بيد الله بخصوص جلسات الاسئلة الشفهية " بلغ عدد الاسئلة الشفهية المطروحة خلال هذه الدورة 413 سؤالا، أجابت الحكومة عن 103 سؤالا آتيا و 164 سؤالا عاديا، في حين بلغ عدد الاسئلة الكتابية 57 أجابت الحكومة عن 10 أسئلة".

وشهدت هذه الدورة أيضا، حسب عرض بيد الله، تنظيم الفرق البرلمانية بمجلس المستشارين مجموعة من الأنشطة واللقاءات حول قضايا اقتصادية واجتماعية، عرفت مشاركة خبراء وفعاليات مدنية وسياسية، همت مواضيع: منظومة الحماية الاجتماعية، إصلاح أنظمة التقاعد، النموذج الاقتصادي والتنموي، الصحة الجنسية.

<http://www.awassim.com/sections/%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A9/a9040/%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B3%D8%AA%D8%B4%D8%A7%D8%B1%D9%8A%D9%86-%D9%88%D8%A7%D9%81%D9%82-%D8%B9%D9%84%D9%89-58-%D9%86%D8%B5%D8%A7-%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86%D9%8A%D8%A7-%D9%85%D9%86%D9%87%D8%A7-3-%D9%82%D9%88%D8%A7%D9%86%D9%8A%D9%86-%D8%AA%D9%86%D8%B8%D9%8A%D9%85%D9%8A%D8%A9>